



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Unité Départementale de la Gironde**

**Portant mise en demeure, en application de l'article L.171-8 du Code de l'Environnement,
relative à l'exploitation d'une installation classée
par la société **AMCOR FLEXIBLES CAPSULES FRANCE** sur la commune de Saint-Seurin-Sur-L'isle**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU le code de l'environnement, son titre I^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VII du livre I^{er} relatif aux contrôles et sanctions, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.514-5 et R.511-9 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 février 1995 portant autorisation de l'installation classée exploitée par la société **AMCOR FLEXIBLES CAPSULES FRANCE** à Saint-Seurin-Sur-L'isle, complété notamment par l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant, faisant suite à l'inspection réalisée le 12 décembre 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 12 février 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 février 1995 susvisé porté à la connaissance de l'exploitant par courrier en date du 12 février 2025 ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 25 février 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi qu'il est détaillé dans le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 décembre 2024, l'exploitant ne respecte pas certaines prescriptions réglementaires qui lui incombent ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 12 décembre 2024 a montré que les émissions atmosphériques en composés organiques volatils de l'établissement ne respectent pas les prescriptions de l'article 15.6 de l'arrêté du 21 février 1995 portant sur les valeurs limites de rejet ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 12 décembre 2024 a montré que l'absence d'un plan d'action relatif au fonctionnement de l'établissement lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant contrevient aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté du 23 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT que la poursuite de l'exploitation en l'état présente un accroissement ou risque d'accroissement de la pollution générée par l'établissement ayant des effets néfastes sur la santé humaine et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité constitue un écart réglementaire susceptible de générer une augmentation notable des nuisances dues à l'établissement par rapport à celles autorisées par l'arrêté du 21 février 1995 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société **AMCOR FLEXIBLES CAPSULES FRANCE** de respecter les dispositions des arrêtés

préfectoraux du 21 février 1995 et du 23 mars 2021 susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture du département de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1. Champ de la mise en demeure

La société AMCOR FLEXIBLES CAPSULES FRANCE dont le siège social est sis 1 Rue de Mantes, 92700 Colombes, est mise en demeure de respecter, aux échéances mentionnées ci-dessous, les articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation de son établissement sis à Saint-Seurin-Sur-L'isle :

- l'article **15.6** de l'arrêté préfectoral du 21 février 1995 portant sur les valeurs limites d'émission au rejet atmosphérique, sous un délai de **un an**.
- l'article **3** de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2021 portant sur l'élaboration d'un plan d'action relatif au fonctionnement de l'établissement lors d'épisodes de pollution de l'air ambiant, sous un délai de **3 mois**.

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments justifiant la mise en conformité.

Article 2. Inobservation de la mise en demeure

En cas d'inobservation de la mise en demeure au-delà des échéances mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement pourront être appliquées.

Article 3. Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

Article 4. Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société AMCOR FLEXIBLES CAPSULES FRANCE.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Madame le Maire de la commune de Saint-Seurin-Sur-L'isle,
- Monsieur le sous-Préfet de Libourne,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 17 03 2025
Pour le Préfet, la Secrétaire Générale,
Le Préfet
Aurora LECHE